

# NOUVELLES

# CSN

Numéro 377

15 avril  
1994



**Grèves  
dans les  
garderies**

**Ah!  
si les  
femmes  
étaient  
des  
hommes!**







**7**  
**En souvenir d'Élise**

En 1968, Michel Chartrand soulignait l'aspect international de la fête du Premier mai en invitant Hélène Meynaud à prononcer une allocution sur la Grèce des colonels... de sinistre mémoire. *Nouvelles CSN* a retrouvé et interviewé cette militante.



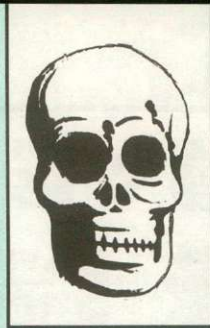
**8**  
**Pour mettre de l'ordre dans les entrepôts**

Cinq syndicats des chaînes Métro et Provigo, à Québec, Victoriaville et Chicoutimi, ajustent leur tir à la faveur des négociations de leurs conventions collectives, selon le principe éprouvé des «négociations regroupées».



**10**  
**La valse des mots creux**

Où l'on voit, une fois de plus, que dans le secteur public, ce sont souvent les travailleurs et les travailleuses qui se préoccupent le plus du sort des malades.



**12**  
**La contestation qui tue**

Le journalisme mène à tout? En Algérie, il mène aussi au cimetière.



**14**  
**Du progrès, mais attention à l'effet boomerang!**

En temps de crise, la situation est plus dure pour tout le monde, alors pourquoi le serait-elle davantage pour les femmes?

Numéro

**377**

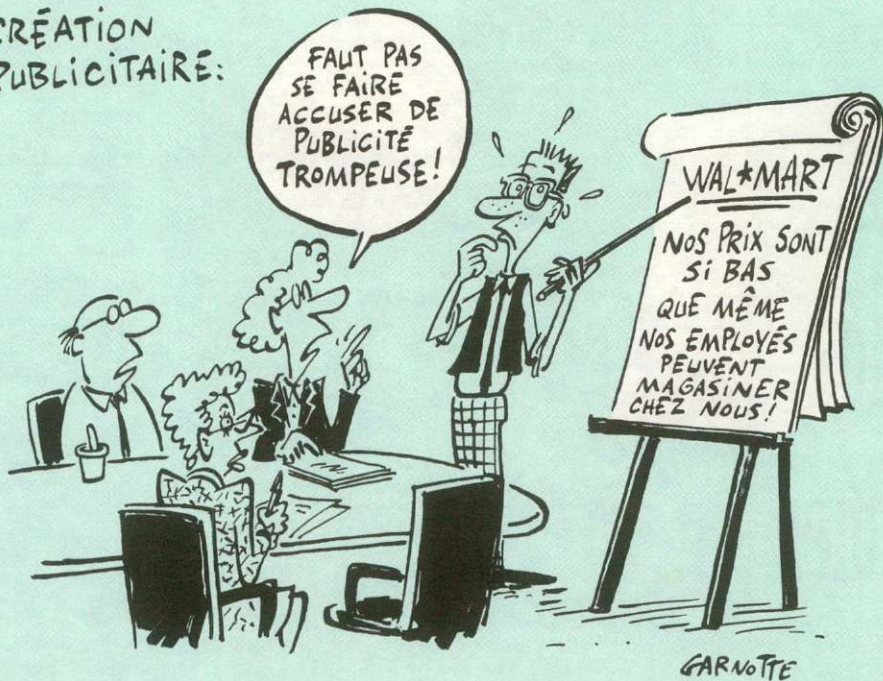
**NOUVELLES CSN** est l'organe officiel de la Confédération des syndicats nationaux. Publié à tous les quinze jours, il est tiré à 27,000 exemplaires et distribué gratuitement dans les syndicats de la CSN à travers le Québec, à raison d'un exemplaire par dix membres, en principe.

Pour modifier le nombre d'exemplaires reçus:

**CSN distribution**  
1601, avenue de Lorimier  
Montréal  
H2K 4M5.  
(514) 598-2233

**Rédaction:**  
(514) 598-2159  
**Renseignements**  
(numéro central de la CSN):  
(514) 598-2121

CRÉATION PUBLICITAIRE:



**Coordination**  
Jean-Pierre Paré

**Rédaction**  
Michel Crête  
Henri Jalbert  
Thérèse Jean  
Maroussia Kishka  
Marc Laforge  
Luc Latraverse  
Lucie Laurin  
Jean-Pierre Paré  
Jacinthe Pilon  
Michel Rioux  
Jacqueline Rodrigue

**Collaborations**  
Jacques Guay  
Michel Tremblay  
Clément Trudel  
Pierre Vadeboncoeur

**Conception graphique**  
Jean Gladu

**Mise en page informatique**  
Jean Gladu  
Sophie Marcoux  
Jean-Pierre Paré

**Photographes**  
Alain Chagnon  
Michel Giroux  
Hélène Rochon

**Caricaturiste**  
Garnotte

**Impression**  
Les travailleurs et travailleuses syndiqués CSN de L'Imprimerie L'Éclaireur de Beauceville

Les syndicats ont l'autorisation  
(et notre encouragement)  
de reproduire le contenu de  
**NOUVELLES CSN**  
dans leur journal.



# Ah! si les femmes étaient des hommes!

La question se pose: le premier ministre Johnson a-t-il la «vocation»?

Par Marc Laforge et Lucie Laurin

*Si les femmes cessaient de se prendre pour des hommes, on n'aurait pas sur les bras des éducatrices en garderie qui se disent sous-payées et des femmes au travail qui se disent discriminées. Et on pourrait discuter de choses sérieuses!* Ainsi pensait Daniel Johnson, considérant son agenda à la date du 30 mars 1994, où il était écrit: «45 longues minutes à passer avec la CSN et Concertaction». C'est alors que, ses pensées étant ailleurs, ce malheureux mot de «vocation» lui échappa, un mot qu'il regretta par la suite pour les appuis électoraux dont il pouvait le priver, et que Violette lui reprocha. De la fiction, tout cela? À peine!

Quelquefois, lorsqu'on manque de vigilance, le naturel fait surface. Attardé dans la décennie 1950, Daniel Johnson avait toujours du mal à s'ajuster aux discussions sur l'équité salariale, lorsqu'il présidait le Conseil du Trésor: après tout, un travail de femme, c'est un travail de femme, n'est-ce pas? Ainsi, le soin des enfants, c'est dans leur nature, elles aiment ça. Pourquoi faudrait-il les payer en plus?

Ce 30 mars 1994, devenu premier ministre, il avait laissé parler ce qui lui tient lieu de coeur. Le travail en garderie, c'est une «vocation», avait-il déclaré, refusant de reconnaître que les éducatrices en garderie sont sous-payées. Cela s'était su publiquement. La ministre Trépanier avait eu fort à faire ensuite pour tenter de convaincre les médias

que le premier ministre était au contraire très, très sensible à la situation des travailleuses en garderie...

Personne n'a, bien sûr, consulté l'agenda de M. Johnson. Mais l'ennui du premier ministre au cours de cette rencontre était palpable. Manifestement, il ne voyait pas ce qu'il faisait là: en quoi la discrimination salariale subie par les éducatrices en garderie le concernait-elle?

Une seule chose réveillait son attention de temps à autre: on lui demandait de l'argent. Et il était contre.

## De la fumisterie

De toutes façons, l'argument était là, tout prêt, lui évitant d'écouter les revendications de la CSN



Claudette Carbonneau:  
«L'argument de Daniel Johnson, c'est de la fumisterie!»



À Montréal, depuis le 30 mars, trois nouvelles garderies déclenchent la grève générale illimitée à chaque semaine. Tous les mercredis, également, deux ou trois garderies font grève toute la journée pour manifester leur appui. Sur notre photo: manifestation des éducatrices de Montréal devant l'Office des services de garde, lors de leur débrayage du 30 mars.





Mireille Bénard est porte-parole des syndicats de garderies du Québec. Le 12 avril, celles des régions des Laurentides et de Laval ont débrayé. Le 27 avril, ce seront celles de l'Outaouais. Le 29, celles de Lanaudière. Les 27, 28, 29 avril et les 2 et 3 mai, celles de l'Estrie. Enfin, les 2 et 3 mai, ce seront celles de l'Outaouais, de Lanaudière et de Québec.

qu'il avait, soit dit en passant, lui-même invitée. Le gouvernement ne pouvait certes pas se substituer aux conseils d'administration comme employeur des éducatrices en versant aux garderies une subvention aux salaires!

«*Fumisterie que tout cela!*, s'exclame Claudette Carbonneau, vice-présidente de la CSN. *D'où viennent ces scrupules? Ce même M. Johnson n'a-t-il pas fait adopter la loi 102, en juin 1993, décrétant le gel des salaires jusqu'en 1995, forçant une diminution de la masse salariale de 1% et imposant des journées de congé non payé? Or, cette loi s'appliquait entre autres aux employés municipaux, à ceux des sociétés de transport, des universités et des écoles privées, autant de salariés qui ne sont pas les employés du gouvernement!*»

L'argument est d'autant plus hypocrite que la CSN n'a jamais demandé l'étatisation des garderies, bien au contraire. «*Nous tenons à notre réseau de garderies sans but lucratif contrôlées par les*

*parents: c'est un des rares secteurs qui échappent à la loi du profit, ce qui est en soi une richesse...*», ajoute la vice-présidente de la CSN.

### De l'argent électoral

Pour appuyer leurs revendications salariales, les éducatrices en garderie affiliées à la FAS-CSN ont entrepris, le 30 mars, un mouvement de grève qui, depuis, va en s'amplifiant et en s'étendant. Des centaines d'enfants touchés. Rien, encore là, pour empêcher Daniel Johnson de dormir. Sauf que...

Sauf que les élections approchent. Et... quelle coïncidence, c'est l'année internationale de la Famille! Le premier ministre a annoncé son intention d'offrir «quelque chose» aux parents. «*S'ils veulent utiliser cet argent pour s'acheter une auto neuve au lieu d'augmenter le salaire des éducatrices, c'est leur affaire!*», a-t-il déclaré, ce même 30 mars, entre deux «absences».

## Non, les parents ne sont pas à vendre!

Tout s'achète. Du moins, les cerveaux comptables, petits et étroits, le pensent-ils. Ainsi, Daniel Johnson a fait le calcul qu'en achetant les parents, il gagnerait leurs votes du même coup. Oui, mais les parents sont-ils à vendre?

**D**éjà, lors de la rencontre du 30 mars, la réaction ulcérée de Concertaction à sa proposition de subventions aux parents et d'auto neuve, aurait dû inciter le premier ministre à la prudence.

Certes, les parents se sont appauvris. Durant les années 90-92, les frais de garderie ont augmenté de 8,6% au-delà de l'inflation, pendant que leurs revenus croissaient moins que cette même inflation. Mais si leur appauvrissement est un problème, tout comme celui du déficit de 56% des garderies, les salaires insuffisants des éducatrices en est un autre. Et régler le premier ne règle pas automatiquement le troisième!

«*Johnson ne comprend pas. Ou bien il n'a jamais eu d'enfant, ou bien il n'a jamais mis les pieds dans une garderie*», déclare Michelle Picard, qui a des enfants à la garderie La Bricole.

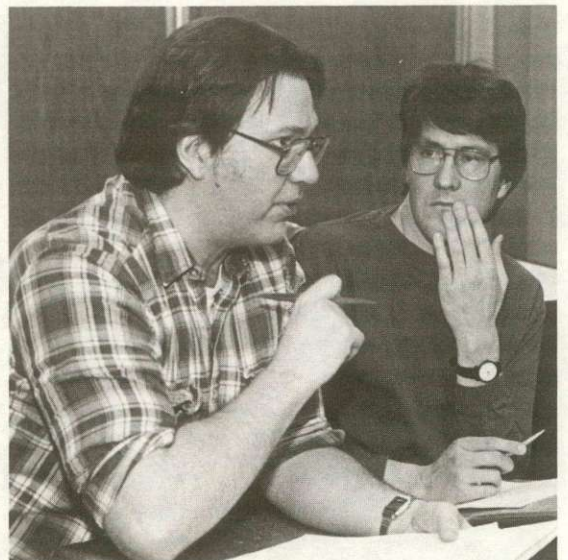
«*Johnson est bien loin des années 1990. Je ne suis pas du tout d'accord avec ce qu'il offre. Les éducatrices en garderie, elles ont une formation et c'est ce que je veux pour mes enfants*» renchérit Chantal Tremblay, du conseil d'administration de la garderie Le repère des mousses, dont les travailleuses ont été les premières à débrayer.

«*Nous, on est deux parents qui travaillent; nous avons besoin d'une garderie avec des services de qualité. Quand on voit partir le personnel, on se dit que ça n'a pas de bon sens*», commente Richard Cousineau, du conseil d'administration de la garderie Rhéa.

### Un appui qui dépasse les attentes

Lors du comité provincial des garderies, le 8 avril, les représentantes ont témoigné avec enthousiasme, et parfois avec émotion, de l'appui des parents. Un appui qui étonne, dépasse les attentes. Malgré les coûts et les ennuis occasionnés par les débrayages.

Johnson devra refaire ses calculs. À première vue, beaucoup de parents ne sont pas à vendre.



«*Nous avons besoin d'une garderie avec des services de qualité.*»



«*Johnson est bien loin des années 1990. Je ne suis pas du tout d'accord avec ce qu'il offre. Les éducatrices en garderie, elles ont une formation et c'est ce que je veux pour mes enfants.*»



# Travailler dans les garderies, ou vivre d'amour et d'eau fraîche

Demain, elles seront éducatrices en garderie.  
Que pensent-elles de la situation actuelle? De leur avenir?

Dans quelques semaines, les finissantes en technique de services de garde des différents cégeps qui offrent ce programme viendront gonfler les rangs des éducatrices, avec toute leur bonne volonté et leur motivation, et faire un travail pour lequel elles ont étudié pendant trois ans. Elles seront les finissantes du programme technique le moins payant.



Chantale Poulin

«On a des années à rattraper. Je trouve ça scandaleux que le salaire soit si peu élevé et qu'il y ait si peu de reconnaissance sociale par rapport à la valeur du travail qui est effectué, affirme Chantale Poulin, enseignante en technique de services de garde du Cégep Édouard- Montpetit. Il y a encore beaucoup de sensibilisation à

faire. Même auprès des conseils d'administration et des parents, les éducatrices sont souvent perçues comme des gardiennes d'enfants.»

## Parents et éducatrices

Les éducatrices veulent bien un salaire qui reflète et reconnaisse la valeur de leur travail, mais elles n'ont pas l'intention d'étouffer financièrement les parents. C'est pourquoi elles réclament une subvention au salaire. «Comme les subventions sont insuffisantes pour permettre de hausser les salaires, il en résulte un déchirement entre les éducatrices et les parents, souligne Johanne Husereau, une en-



Johanne Husereau



seignante qui a été éducatrice pendant seize ans. C'est toujours le même dilemme: si on augmente les salaires, il faut augmenter les frais de garde. Il pourrait y avoir des valeurs communes entre les parents et les éducatrices, mais les intérêts sont divergents.»

De son côté, le gouvernement serait plus enclin à subventionner les parents. Johanne Husereau y voit là une stratégie. «Passer indirectement par les parents évite au gouvernement de rendre officielle une hausse de salaire et de reconnaître la valeur sociale de la profession.»

## Au fait des conditions

Les éducatrices en devenir sont rapidement informées des conditions de travail de leur futur milieu et leur réaction est souvent spontanée. «Ça donne le goût à plusieurs d'aller à l'Université, d'aller en enseignement, là où ton travail est davantage estimé», explique Josée Guimond, étudiante en troisième année.

«Je trouve qu'on fait la même job qu'un professeur à l'école, sauf qu'on la fait en petite enfance, enchaîne une autre étudiante, Lisanne Phaneuf. Quand j'ai été mise au courant des conditions de travail, je suis allée en sciences, mais je suis revenue parce que c'est ce qui m'attire le plus.» Les piètres conditions de travail dans le secteur des garderies sont d'ailleurs l'une des grandes causes des changements d'orientation des étudiantes.

## La désillusion

Mélanie Simoneau est pour sa part l'une de celles qui ont rapidement été désillusionnées par le peu de reconnaissance du travail des éducatrices. Elle empruntera donc une autre voie lorsque rendue au niveau universitaire. On ne peut pas empêcher un cœur d'aimer, sauf que...: «Moi, je m'en



Josée Guimond



Lisanne Phaneuf



Mélanie Simoneau



## Quelques chiffres

**Salaire horaire moyen d'une éducatrice en garderie: \$9.73.**

**Seuil de pauvreté: \$19,982, soit \$1,600 de plus que le revenu annuel moyen des éducatrices.**

**Salaire horaire moyen d'un préposé-e à l'entretien ménager des garderies: \$11.65.**

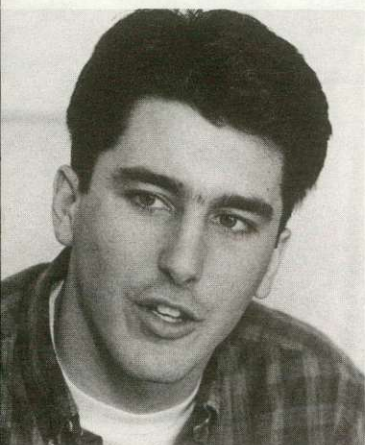
**Salaire horaire moyen d'un gardien d'animaux (scolarité exigée: primaire): \$13.58.**

**Formation: 66.1% des éducatrices ont un DEC en technique de services de garde ou un diplôme universitaire en petite enfance, ou l'équivalent.**

**Proportion femme/homme: 96% des éducatrices en garderie sont des femmes.**

**Taux de roulement du personnel en garderie: 32%.**

**Nombre de garderies au Québec: 896; commerciales: 268; sans but lucratif: 628; syndiquées FAS-CSN: 173, soit 19% du réseau et 85% des garderies syndiquées.**



Patrick Bourdon

*vais à l'université parce que je trouve que le salaire en garderie n'est pas assez élevé. J'aime les enfants, mais c'est aussi important pour moi d'être reconnue socialement. Là, je ne le suis pas. Professeur est un métier davantage valorisé, et c'est ce que je vais faire.»*

### Des messages contradictoires

Chantale Poulin relève pour sa part des contradictions entre les exigences de formation et la réalité du marché du travail. *«Je pense que les étudiantes reçoivent des messages contradictoires. Nous, on valorise beaucoup la profession, en tant que professeurs, et on exige beaucoup d'elles. Rendues sur le marché du travail, c'est autre chose qu'on leur dit: non, ta job ne vaut pas grand chose, voici ton chèque de paie, c'est aussi peu que ça qu'elle vaut.»*

### Une job de femme

C'est bien connu, le milieu des garderies est très fortement composé de femmes. Comment ne pas voir un lien aussi évident avec les salaires qui y sont versés? *«Quand j'ai vu qu'un mécanicien gagne \$5,59 l'heure de plus, je me suis dit que les automobiles étaient plus importantes que les enfants. Mais ça coïncide, ce sont des gars qui sont en mécanique»,* constate Lianne Phaneuf. Pour Johanne Husereau, malgré les changements sociaux, certaines choses demeurent ancrées. *«Malheureusement, dans une grande partie de la population, ce travail est perçu comme une extension normale des tâches domestiques de la femme. Ce*



*n'est pas surprenant qu'on associe le travail des éducatrices à une forme de bénévolat.»*

### La sacro-sainte vocation

Lorsqu'on leur parle de cette fameuse vocation qui devrait les animer, du moins selon le premier ministre Daniel Johnson, les réactions vont du sourire au sarcasme, en passant par l'indignation. *«C'est un discours très accolé aux femmes. C'est un discours stratégique qui permet de perpétuer l'exploitation»,* affirme Chantale Poulin.

## Gardien de zoo, de prison, de sécurité, ou d'enfants...

Patrick Bourdon est un peu une perle rare. Il est le seul homme en technique d'éducation en services de garde au Collège Édouard-Montpetit qui obtiendra son diplôme. Mais il n'a pas vraiment de mérite puisqu'il n'a pas de compétition. Il est le seul homme, point. Blague à part...

**P**atrick est, si on veut, l'exception qui confirme la règle. La règle voulant que les garderies, ce n'est pas pour les hommes. À cause des salaires, des conditions de travail, alouette!... Dans le fond, Patrick avoue candidement qu'il n'était pas très au courant des conditions de travail dans le milieu des garderies, ni de ce qu'il l'attendait, lorsqu'il s'est inscrit en technique de garde. *«Je ne savais pas que je serais le seul homme, dit-il. Je me remettais souvent en question au début, je ne me sentais pas à l'aise. Mes relations n'étaient plus les mêmes. Il a fallu m'habituer.»*

Disons que lorsque Patrick a fait son «choix de carrière» en technique de garde, il a dû être plus explicite auprès de ceux qui ont été piqués par la curiosité. *«Il y en a qui pensaient que je voulais devenir gardien de prison, gardien de zoo ou gar-*

*dien de sécurité. Les gens ont fini par comprendre et ont bien réagi.»*

Dans quelque temps, Patrick sera lui aussi un éducateur en garderie.

— *Nouvelles CSN:* Pendant combien de temps penses-tu faire ce métier?

— Patrick: Pendant les dix prochaines années. Si j'ai à changer, je verrai...

— Les conditions de travail, alors?

— Moi je dis que ça va s'améliorer. Pas besoin de chercher de midi à quatorze heures pour se rendre compte de la situation. Mais si je vois que je n'arrive pas à vivre de mon travail, je vais aller ailleurs.

— As-tu la «vocation»?

— J'ai découvert des aptitudes...



Premier mai

# En souvenir d'Élise

Par Henri Jalbert

La Deuxième guerre avait presque relégué aux oubliettes la fête du Premier mai. Entre 1965 et 1969, sous l'impulsion de groupes politiques de gauche, des assemblées publiques se sont tenues pour souligner la Fête internationale des travailleurs. Petit à petit, des représentants syndicaux y participèrent. Ce n'est pourtant qu'à partir de 1970 qu'on manifesterait à nouveau dans les rues. On a ainsi pris l'habitude de citer cette année-là comme référence de la renaissance du Premier mai. Eh bien, la mémoire est une faculté qui oublie, dit le dicton. En effet, l'année précédente, le Conseil central de Montréal participait au rassemblement qui se tenait au parc Jeanne-Mance et, en 1968, à l'occasion d'une assemblée générale, Michel Chartrand soulignait l'aspect international de cette fête en invitant Hélène Meynaud à prononcer une allocution sur la Grèce des colonels... de sinistre mémoire. **Nouvelles CSN a retrouvé et interviewé cette militante.**

**H**élène Meynaud est citoyenne du monde: origine grecque, citoyenneté française, petits-enfants québécois. Elle est aussi une personne impliquée, revendiquant le surnom de la Mère des Cooprix. «*Toi, tu es trop jeune pour savoir ça, mais lors de la manifestation de 1970, Cooprix était là avec un char allégorique représentant un immense poisson. C'était pour promouvoir l'achat du poisson québécois.*

«*Aujourd'hui, ce ne sont pas les raisons qui manquent pour aller manifester: nous sommes en train de perdre, ici, une bonne partie de nos acquis dans la santé, dans l'éducation, dans l'assurance-chômage. Il faut se battre pour conserver ça. Dans la vie, il n'y a pas que le salaire qui compte. Le Premier mai, ce n'est pas le seul jour de l'année pour s'occuper de ça, mais c'est le jour pour le faire tous ensemble.*»

## Les huit heures

Elle connaît bien la tradi-

tion européenne du Premier mai, une tradition beaucoup plus ancrée qu'en Amérique du Nord, même si à l'origine, cette fête rappelle un incident tragique: la mort de plusieurs manifestants à Haymarket, une place publique de Chicago, à l'occasion d'une manifestation de soutien au mouvement de grève déclenché aux États-Unis pour l'obtention de la journée de travail de huit heures. Aux États-Unis, on a essayé de faire oublier le massacre de Haymarket en instaurant la Fête du travail en septembre. Ailleurs, un peu partout à travers le monde, on fête et on revendique en mai.

«*Il ne faut pas voir la manifestation du Premier mai comme une commémoration, mais comme un moment fort de revendication, comme un moment où les travailleurs se retrouvent pour manifester. Dans ma jeunesse, nous avions une femme de ménage à la maison. Elle s'appelait Élise. Je me souviens très bien d'elle.*

*Elle s'était battue avec beaucoup d'autres pour obtenir des congés payés. Elle n'aurait pas manqué la fête du Premier mai. Et moi, je n'oublie pas ce que j'ai appris d'Élise.*»

«*Et en 1968, comment ça s'est passé?*»  
— *C'est nous, les Grecs de Montréal, qui avons contacté le Conseil central de Montréal. Nous voulions parler de la dictature en Grèce. Nous voulions la fin des emprisonnements et de la torture. Nous revendiquions la restauration des li-*

*bertés syndicales. Et la disparition des colonels. Et la renaissance de la fête du Premier mai qu'ils avaient abolie.*»

## L'ATG sera là!

Et puis on a parlé de la fondation de l'Association des travailleurs grecs, à laquelle elle a participé, avec le soutien de la CSN. («*Tu vas les voir à la manif du Premier mai. Ils sont toujours là avec leur bande-rolle*»).

Et de la fois où elle avait participé à la syndicalisation d'un groupe de 70 travailleuses — surtout des Grecques — d'une manufacture de bas-culottes

Et de Michel Chartrand. Tiens! elle m'a fait penser à Michel. Comme lui, elle est intarissable...



Hélène Meynaud



# Pour mettre de l'ordre dans les entrepôts

Cinq syndicats des chaînes Métro et Provigo ajustent leur tir.

Par Luc Latraverse

C'est à la suite de nombreux changements survenus ces récentes années dans le secteur de l'alimentation que huit syndicats d'entrepôt des chaînes Métro et Provigo à Québec, Victoriaville et Chicoutimi, affiliés à la Fédération du commerce de la CSN et représentant quelque 500 travailleuses et travailleurs, ont décidé cette année d'accorder leurs arcs à la faveur des négociations du renouvellement de leurs conventions collectives respectives, selon le principe éprouvé des «négociations regroupées».

Chez Provigo, on ne sait pas trop sur quel pied danser, avec le chambardement qui a transformé la direction d'Univa et de Provigo, ces derniers mois. L'entreprise venait en plus de procéder à un important réaménagement dans la distribution, en spécialisant ses entrepôts selon la taille et le type des commerces desservis plutôt que de leur laisser une vocation régionale. Ainsi, comme le mentionne Nicol Bouchard, président du syndicat de l'entrepôt Provigo de Chicoutimi, «en 1992, notre volume de manutention est tombé de 130,000 caisses à environ 80,000

et cela nous a coûté le tiers des 75 emplois que nous occupions. Dans notre région, c'est énorme, et des travailleurs ont été obligés de s'exiler à Montréal pour conserver leur emploi». Provigo a subdivisé ses entrepôts pour fournir d'une part les magasins à grande surface, et d'autre part les *franchisés*, c'est-à-dire les plus petits épiciers et les dépanneurs.

## Les grandes surfaces et le «juste à temps»

Le travail dans les entrepôts a aussi été bouleversé par l'ouverture de plusieurs



Les membres du syndicat Provigo (épicerie) de Québec ont donné un mandat clair à leur comité de négociation en rejetant l'offre globale de l'employeur.

magasins à grande surface où il n'y a pratiquement pas de salle d'entrepasage, la marchandise étant placée presque directement du camion sur les tablettes, et par l'élargissement des heures d'ouverture des commerces, le soir et le dimanche, deux phénomènes qui ont des répercussions sur le rythme d'approvisionnement des magasins.

## Uniformiser les conditions de travail

Dans plusieurs des syndicats, une des priorités de cette ronde de négociation, c'est d'obtenir le même traitement pour les salarié-es à temps partiel que pour les réguliers. Michel Faucher, président du syndicat de l'entrepôt Provigo de Victoriaville, souligne qu'il y a beaucoup de mécontentement chez les employés à temps partiel parce que l'employeur ne les rappelle pas toujours au travail en tenant compte de l'ancienneté ni pour effectuer des remplacements de longue durée.

## Une plate-forme commune

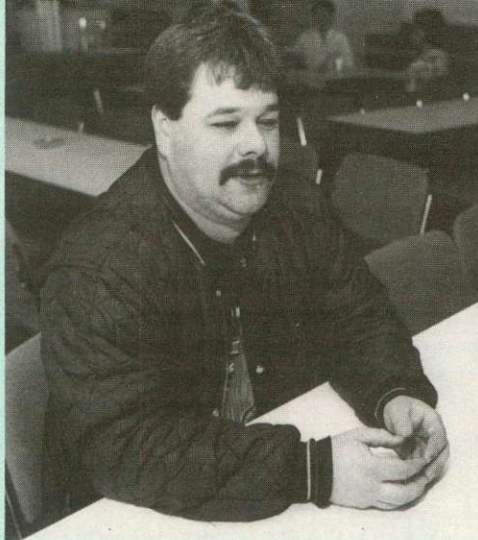
Le porte-parole du regroupement et président du syndicat de l'entrepôt Métro de Québec, Serge Fournier, explique le choix des syndicats de négocier sur la base de revendications communes par la grande disparité existant entre les conventions collectives. Cette plate-forme concerne les congés parentaux, la formation et l'en-



Chez les employé-es de bureau de Métro-Richelieu, on tient à ce que la formation soit donnée par ancienneté.



**Martin Giguère,**  
président  
du syndicat  
de l'entrepôt  
Provigo  
(fruits et légumes)  
de Québec.



**Serge Fournier,**  
président du syn-  
dicat de l'entrepôt  
Métro de Québec  
et porte-parole du  
regroupement.



traînement au travail, les assurances, la protection de l'emploi et la sous-traitance, les conditions de travail des temps partiel, une hausse de salaire annuelle de 2% et l'indexation des salaires, tout cela assorti d'une date commune d'échéance des conventions collectives. Mais en plus de la plate-forme syndicale, précise Serge Fournier, il faut faire face aux demandes patronales aux tables de négociation: «*Chez nous, Métro est en demande sur plusieurs points importants et nous avons clairement indiqué à l'employeur que nous ne reculerons pas sur la question des horaires de fin de semaine et des affectations de travail. Nous voulons aussi nous prémunir contre le développement de la sous-traitance.*»

### **Rejet d'une offre globale chez Provigo**

Malgré le dépôt des revendications communes à tous les employeurs, en février, les négociations ne sont déjà engagées que dans deux syndicats, Métro et Provigo (division épicerie) de Québec, où il y a eu une quinzaine de rencontres entre les parties jusqu'à maintenant dans chaque dossier. Dans le cas de Provigo, cependant, l'assemblée générale vient de rejeter l'offre globale soumise par l'employeur par une très forte majorité et le message qu'elle a lancé au comité de négociation est clair: les propositions patronales sont bien loin d'un règlement.

### **Tout le monde embarque**

Dans le syndicat de l'entrepôt Provigo (division fruits et légumes) de Québec, la vie syndicale s'est animée à la veille du début de la négociation, suite aux tentatives de l'employeur de modifier les horaires des personnes qui travaillent sur le quart de jour pour les affecter en fin de semaine. Comme l'explique Martin Giguère, président du syndicat des employés d'entrepôt: «*Ce sont des personnes qui ont 25 ans et plus d'ancienneté et pour qui devoir travailler en fin de semaine constitue un recul énorme. Cela a contribué à resserrer les liens entre ces tra-*

*vailleurs et les plus jeunes. Nous avons ainsi formé pour la première fois un conseil syndical qui regroupe des personnes crédibles et représentatives dans tous les départements et sur tous les quarts de travail, et notre rapport de force a déjà augmenté, car l'employeur sent qu'il ne pourra pas faire ce qu'il veut et que les gens vont se tenir.*»

### **La formation et l'ancienneté**

La présidente du syndicat des employés de bureau de l'entrepôt de Chicoutimi, et représentante des employé-es de bureau au comité de coordination de la négociation regroupée, Murielle Ruest, souligne que toute la question de la formation est très importante pour les employé-es de bureau: «*Avec l'introduction de nombreux changements et l'informatisation de notre travail, il faut que les employeurs*

*respectent l'ancienneté dans la formation du personnel afin que les emplois soient maintenus en fonction de ce même critère.*»

### **Camionnage: la sous-traitance**

D'autre part, les syndicats des entrepôts craignent de plus en plus la sous-traitance dans le transport des denrées. En effet, des clients cherchent parfois à assumer le transport de leurs approvisionnements alors que les camionneurs indépendants (appelés «brokers» dans le milieu) sollicitent de plus en plus les routes de livraison de certaines grandes chaînes.

### **Un été chaud**

Le beau temps s'en vient et la négociation regroupée risque de produire un été chaud dans les entrepôts. C'est du moins le bruit qui court dans le secteur.



Dans les entrepôts, on veut que les temps partiel aient les mêmes avantages que les temps plein et on veut l'indexation des salaires.



**Le syndrome «C'est moé le boss, c'est moé qui décide!»**

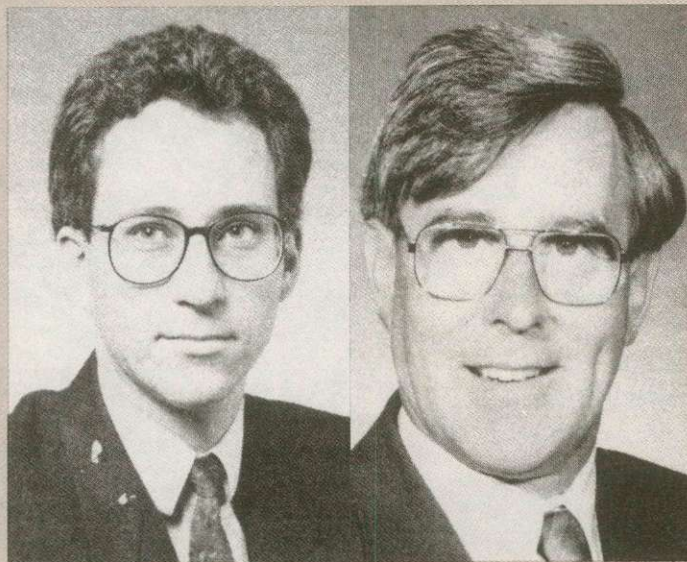
# La valse des mots creux

Où l'on voit, une fois de plus, que dans le secteur public, ce sont souvent les travailleurs et les travailleuses qui se préoccupent le plus du sort des malades.

Par Michel Crête

**C'est le patron qui parle: «Nous ne sommes qu'au début d'un nouvel apprentissage portant les noms de concertation, participation, collaboration, partage et décentralisation, visant l'usager, véritablement au centre de nos préoccupations.»** Ces propos du président et du directeur général du Centre de services en déficience intellectuelle (CSDI) Mauricie/Bois-Francs, MM. Gilles Martel et Michel Gauthier, resteront des mots creux, sans signification autre que de s'inscrire à l'intérieur d'un discours patronal à la mode dans le réseau de la santé, si le conseil d'administration du CSDI ne confie pas au directeur des services aux usagers, M. Robert Boudreault, le mandat de changer de cap et de négocier sérieusement la réorganisation des ressources humaines et des services avec le Syndicat des employé-es du Centre d'accueil NOR-VAL (FAS-CSN).

C'est que la mise en place de cette réorganisation, qui découle de l'application de la loi 120, à l'automne 1992, inquiète grandement les 88 employés de NOR-VAL (des cuisinières, des éducateurs et éducatrices, des gardiens et des préposés aux bénéficiaires), qui interviennent auprès de personnes déficientes intellectuellement à Drummondville, Princeville et Plessisville. Leurs soucis portent particulièrement sur l'avenir de trois résidences de groupe de Plessisville et Princeville, sur le sort réservé à une quarantaine d'employés de ces foyers, sur le transfert du personnel de Plessisville et Princeville à Drummondville, et sur leurs emplois. De plus, on s'interroge sur la qualité des services assurés aux bénéficiaires qui, advenant la



Gilles Martel et Michel Gauthier, président et directeur général du CSDI.

fermeture de résidences de groupe à Plessisville ou Princeville, se retrouveront dans des familles d'accueil.

## Quelle concertation?

Le comité exécutif du syndicat a pourtant présenté, en février et en mars, des projets de réorganisation fondés sur

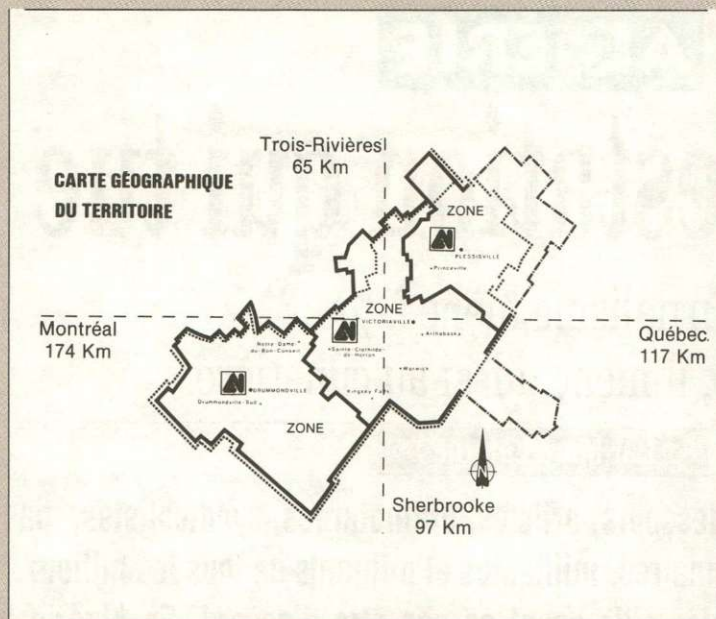
la recherche des consensus. Projets misant sur l'accès à l'information (financière et générale), sur l'analyse des besoins, sur la recherche de l'amélioration des services dans l'ensemble du territoire, et sur la négociation de programmes d'accès à la retraite et de formation professionnelle. Mais c'est précisément ce modèle que le directeur des services aux usagers, M. Robert Boudreault, a rejeté dans sa lettre du 16 mars: «Sans détour et sans aucune nuance, je vous redis qu'il m'est impossible de signer ou de discuter d'une telle entente, telle que rédigée par votre syndicat. Cette entente remet en question les fondements même de notre plan d'organisation qui est rendu à l'étape d'actualisation et non à l'étape de révision.»

Marjolaine Côté, éducatrice à NOR-VAL depuis une douzaine d'années, a très bien résumé l'opinion de l'assemblée générale du 21 mars en lançant: «Je vais vous organiser et après ça, je vais vous consulter. C'est ça que nous dit Monsieur Boudreault.» Claude Savage, un autre éducateur, ajoute: «Je suis surpris qu'il refuse notre projet. C'est spécial, un syndicat qui accepte de discuter des coupures de personnel et un directeur qui refuse.»

## Le conseil d'administration se mouillera-t-il?

La réponse du directeur des services aux usagers a incité





les représentant-es du syndicat à se présenter à l'assemblée publique du conseil d'administration du CSDI, le 20 avril, dans le but d'obtenir des précisions sur l'orientation de la prochaine réorganisation. *«Nous ne savons toujours pas ce qui nous attend, c'est difficile à vivre. Pourtant, nous sommes disposés à discuter et à négocier. Nous voulons toujours être associés à la réorganisation»*, de dire la présidente du syndicat, Guylaine Mathieu. La direction du CSDI Mauricie/Bois-Francs procédera-t-elle à la fermeture de deux ou de trois résidences de groupe du Centre d'accueil NOR-VAL à Plessisville et Princeville? Combien d'employé-es seront transférés de

Plessisville ou Princeville à Drummondville, où on a assisté à une augmentation des soins à apporter aux malades? Quelle sera l'ampleur des réductions de personnel? Quel sera l'impact de la réorganisation des services et des ressources humaines pour les bénéficiaires du Centre d'accueil NOR-VAL? Pourquoi la direction du CSDI Mauricie/Bois-Francs refuse-t-elle de s'engager dans une démarche consensuelle de réorganisation des ressources humaines et des services proposés par le syndicat? Ces questions, et plusieurs autres connexes, sont au nombre de celles que comptent bien poser les porte-parole du syndicat au conseil d'administration.



**Guylaine Mathieu, présidente du syndicat.**

### **Une préoccupation: les bénéficiaires**

Au centre de ce débat, il y a, à n'en pas douter, un attachement profond aux bénéficiaires. *«Nous sommes prêts à venir en aide à la région de Drummondville, où les besoins sont grandissants. Mais cela ne doit pas se faire au détriment de la région de Plessisville et Princeville. Il ne faut pas que nos bénéficiaires souffrent de cette réorganisation»*, de confier Guylaine Mathieu.

La secrétaire du syndicat, Guylaine Houle, explique la complexité du travail et insiste sur le fait qu'on ne peut procéder à une réorganisation n'importe comment. *«Nous travaillons avec des personnes multihandicapées qui nécessitent beaucoup d'attention et différents soins: il faut leur faire prendre des bains quotidiens,*

*les tourner de côté la nuit, utiliser la musicothérapie et la physiothérapie, il y en a qui ont des difficultés d'adaptation, etc. Nous connaissons bien les bénéficiaires. Ce sont des humains. Ce ne sont pas des colonnes de chiffres.»*

Guylaine Mathieu aussi a des craintes: *«Ce n'est pas seulement une question d'emploi. Si jamais on ferme les trois foyers de groupe, nous craignons que certaines familles d'accueil, où on placerait les bénéficiaires, soient démunies et que ceux-ci manquent d'encadrement. Il faut tenir compte de la lourdeur des cas. Ils ont aussi des sentiments et il ne faudrait pas qu'ils régressent.»*

Le CSDI de la Mauricie et des Bois-Francs dispense des services à 1,130 usagers, sur un territoire de 250 kilomètres.



**Guylaine Houle, secrétaire du syndicat.**



**ALGÉRIE**

# La contestation qui tue

Le journalisme mène à tout?  
En Algérie, il mène aussi au cimetière.

Par Marc Laforge

**Journalistes, poètes, professeurs, artistes, dramaturges, syndicalistes, magistrats, avocats, fonctionnaires, militantes et militants de tous les milieux: tous deviendront des cibles s'ils osent ne pas être d'accord. En Algérie, quiconque conteste l'intégrisme islamiste le fait à ses risques et périls.**

**L**e Front Islamique du Salut est officiellement dissout, mais il accomplit toujours son oeuvre. Il s'attaque aux intellectuels. Il s'attaque aussi à la femme qui refuse de porter le hidjab, à la commerçante, à la femme au foyer, la femme de ménage, aux personnes âgées et aux enfants. Les intégristes se sont emparé de l'Islam à des fins politiques. On compte les morts par dizaines depuis un an.

*«L'Islam lui-même n'est pas coupable. Ça, c'est l'Islam politique. C'est ce que nous appelons l'intégrisme, le fanatisme, l'islamisme. C'est un courant politique. Cela n'a rien de religieux. Ma religion ne nous apprend pas à tuer des gens, des femmes et des enfants.»*

Nadia Kerboua est journa-



Nadia Kerboua

liste au journal *Le Matin* d'Alger. Elle vient de terminer un stage à *La Presse* et au *Devoir*. Depuis un an, une douzaine de

ses collègues de travail, en Algérie, ont été assassinés parce qu'ils ont crié haut et fort qu'ils ne sont pas d'accord avec l'intégrisme islamique. *«Les intégristes veulent le retour au Moyen-Âge et le pouvoir absolu pour ceux qui se réclament des principes du Coran. C'est le retour à la barbarie, à l'amputation de la main pour quelqu'un qui vole, à la lapidation, à la flagellation. Il n'y a aucun projet de société, rien sur le plan économique, c'est la négation de la démocratie. Ils n'ont jamais gagné la sympathie des gens grâce à leur projet, mais parce qu'ils se réclament de l'Islam.»*

## L'intégrisme et les jeunes

Le phénomène est frappant, les jeunes en sont les plus saisis. Au dire de Nadia, les intégristes ont investi les écoles pour façonner la pensée et la mentalité des jeunes. *«Un petit gamin de 10 ans demande à sa mère pourquoi elle ne porte pas le voile islamique. Lorsque la mère lui répond: "Pourquoi tu me demandes cela mon fils?", le garçon lui répond: "Bien... c'est l'instituteur qui m'a dit que les femmes doivent porter le voile".»*

## La montée de l'intégrisme

L'intégrisme n'est pourtant pas né en Algérie même. Il n'a

fait que s'y étendre, appuyé par l'intégrisme international. Comme une vague de fond qui nous prend par surprise lorsqu'elle atteint la rive, parce que venue de loin. *«Nous assistons actuellement à une montée des intégrismes partout. Les courants d'extrême droite, pour moi, c'est de l'intégrisme. Le rejet des autres, c'est aussi de l'intégrisme et du fanatisme. En Algérie, cela a pris cette ampleur parce que la situation s'y prêtait, peut-être...»*, tente d'expliquer Nadia.

La situation économique, les libertés individuelles bafouées, l'emprisonnement des militants de gauche, le chômage, les différences de classes, le manque de démocratie, la crise du logement et l'anal-

phabétisme sont autant de facteurs qui ont conduit à un langage nouveau et à une vision des choses qui s'appuient sur le fondamentalisme religieux. *«Je me souviens des années 70 et 80; on laissait les mosquées grandes ouvertes à ces gens-là qui faisaient leur propagande politique et qui recrutait des jeunes. En même temps, on interdisait aux gens de gauche de faire le même travail. À la limite, on voulait casser le mouvement progressiste, mais ça c'est retourné contre nous.»*

Nadia pointe du doigt le régime Chadli. À son avis, la jonction des intérêts du régime avec ceux des intégristes a joué contre les démocrates.



Photo AFP



Nadia Kerboua s'entretient avec le journaliste de *Nouvelles CSN*, Marc Laforge.



# «Je n'ai qu'un stylo pour affronter un jeune de 22 ans qui a une Kalaschnikov entre les mains...»

-Nadia Karboua

«Le silence, c'est la mort et toi, si tu te tais, tu meurs et si tu parles tu meurs.  
Alors dis et meurs.»

Cet extrait d'un poème de Tahar Djaout, un journaliste assassiné en juin 1993 par des intégristes, un poème que scandaient des manifestants lors d'un récent rassemblement appelé par des organisations de femmes, traduit bien l'état d'âme d'un grand nombre d'Algériens.



Manifestation de protestation contre l'assassinat de Tahar Djaout, dont la photo apparaît sur le tract, à Alger, le 22 mars. (Photo AFP)

Les journalistes sont, bien entendu, une cible facile: leurs écrits restent. «Un journaliste, c'est un vecteur de l'information. Les intégristes savent que le rôle d'un journal est souvent plus important que celui d'un parti politique, parce qu'il y a des milliers d'Algériens qui le lisent», explique Nadia.

Les assassins de Tahar Djaout ont d'ailleurs été écroués. Au téléjournal, un policier demande à l'un d'eux, qui a à peine plus de vingt ans: — Pourquoi as-tu assassiné Tahar Djaout?

— Parce qu'il avait une plume redoutable!

«Le rôle de l'information est à ce point important!», s'exclame Nadia.

## Lutter contre le terrorisme

Pour le moment, la priorité en Algérie est la lutte contre le terrorisme. L'idéal serait d'organiser des élections présidentielles, estime Nadia, mais ce serait impensable dans le contexte actuel: «On ne peut pas organiser des élections dans un tel climat d'angoisse et de peur.»

Les journalistes qui persistent à s'exprimer contre l'intégrisme ont été isolés dans un hôtel en banlieue d'Alger,

où ils sont protégés. Un espèce de bunker à l'intérieur duquel sont barricadés une soixantaine d'entre eux. Nadia y a séjourné pendant 2 mois. «Nous nous retrouvions le soir et on discutait toujours de la même chose: les assassinats. Ce n'était pas très bien protégé. Moi, je n'arrivais pas à dormir huit heures d'affilée. Je me réveillais et je me disais: Mon Dieu, ils vont peut-être mettre une bombe, faire un carnage et nous éliminer d'un seul coup.»

Les menaces de mort sont devenues le lot quotidien de celles et ceux qui osent élever la voix. Nadia ne fait pas ex-

ception à la règle. «L'atmosphère en est une de guerre civile. Tu sors le matin et tu ne sais même pas si tu rentreras le soir à la maison. Notre vie est quotidiennement en danger. On ne peut même pas marcher dans la rue.»

## Sensibiliser l'opinion publique

Dans un des articles que *La Presse* a publiés lors de son stage, Nadia a écrit ceci: «Certes, quelques journalistes ont opté pour l'exil mais ceux qui ont choisi de rester au pays savent que la mort est suspendue au-dessus de leur tête comme une épée de Damoclès.» Nadia est venue au Québec dans le but de décompresser et de sensibiliser la population québécoise au drame algérien et tenter de développer des solidarités.

Elle a parlé à ses amis algériens au téléphone récemment: ils lui ont fait part de la recrudescence de la violence. «Mes amis m'ont dit qu'ils voulaient que je reste ici, au Québec, pour faire un travail de sensibilisation et de mobilisation et qu'il valait mieux que je n'entre pas au pays maintenant. Malheureusement, je me rappelle que j'ai déjà condamné des gens qui ont préféré partir. Mais je me dis que les gens qui sont menacés doivent partir. Parce que la lutte peut être menée sur plusieurs fronts. Je n'ai pas peur de lutter. Mais la lutte actuelle est inégale. Je n'ai qu'un stylo pour affronter un jeune de 22 ans qui a une Kalaschnikov entre les mains pour décider de ma vie ou de ma mort» conclut-elle.



# Du progrès, mais attention à l'effet boomerang!

En temps de crise, la situation est dure pour tout le monde, alors pourquoi le serait-elle encore plus pour les femmes?

Par Thérèse Jean

**Durant la guerre, on leur disait qu'il était de leur devoir patriotique de travailler à l'extérieur de la maison. La guerre finie, on leur a dit qu'il était de leur devoir patriotique de céder leur place aux hommes. Depuis, beaucoup d'eau a coulé sous les ponts. Mais la crise, elle, fait ressurgir de vieux spectres. Au nom des pressions économiques, cette fois-ci, les femmes devront-elles mettre au rancart ou céder des acquis gagnés de longue haleine?**

**S**ous la gouverne du Comité national de la condition féminine, un forum de discussion, réunissant une quarantaine de militantes de la CSN, s'est penché sur la question. Ce bilan collectif des acquis des femmes faisait suite à une proposition adoptée au 55e Congrès de la CSN afin de faire le point sur l'état de la situation des travailleuses et des enjeux qui se posent dans un contexte où l'économie, le marché du travail et l'emploi tournent au ralenti.

Si, aujourd'hui, les femmes constituent près de 50% de la main-d'oeuvre active, ce sont elles qui occupent toutefois 75% des emplois précaires et elles ne gagnent encore que 61,5% du salaire des hommes. En dépit de ces statistiques, les revendications des femmes n'ont pas stagné. Il y a eu des gains. Les congés de maternité, les congés parentaux sont maintenant conventionnés, comme le soulignait à juste

titre le président de la Fédération des travailleurs du papier et de la forêt, Claude Plamondon, en témoignant des avancées dans ce secteur pour les femmes: «*Dans les années 60-70, les femmes enceintes perdaient leur ancienneté lorsqu'elles quittaient leur emploi pour accoucher. J'ai vu une femme de 25 ans, monoparentale, accoucher le vendredi soir et être au travail le lundi matin.*»

## Des acquis fragiles

Aujourd'hui, les femmes ont accès à de nombreux secteurs, tant non traditionnels que professionnels. Dans le réseau de la santé et des services sociaux, comme en a fait état la vice-présidente de la Fédération des affaires sociales, Francine Lévesque, on a désérialisé les postes et obtenu l'équité salariale. À la Fédération du commerce, a rapporté Danielle Mayer, conseillère syndicale, des gains intéressants ont été



Thérèse Sainte-Marie

faits aux plans de l'accès à l'égalité et de l'équité salariale dans le domaine de l'alimentation. Mais du même souffle, constate-t-elle, la situation économique actuelle n'est pas tellement propice à l'avancement des conditions de travail des femmes.

Ce que Thérèse Sainte-Marie, du Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail, constate aussi dans les secteurs non syndiqués: «*Dans un contexte de crise et de réforme des programmes sociaux, les acquis sont fragiles. En intégrant le marché du travail, les femmes n'améliorent pas nécessairement leur condition. Elles se retrouvent souvent encore plus pauvres qu'elles ne l'étaient à cause de leur précarité en emploi, de leur situation familiale et de la discrimination systémique dont elles sont victimes. Il faut rappeler que 56% des femmes gagnent moins de \$20,000 par année.*»

Bon nombre de problèmes qui se posaient aux femmes dans les années 50 et 60, notamment l'écart salarial, la ségrégation professionnelle, l'absence de services de garde et la conciliation des responsabilités professionnelles et familiales, ne sont toujours pas résolus aujourd'hui.

## L'effet boomerang

Plus que jamais, on s'inquiète de l'effet boomerang des

années 80. On craint cette perception populaire à l'effet que les femmes ont obtenu ce qu'elles voulaient, alors qu'auraient-elles à demander de plus? On touche à des cordes sensibles quand on parle de l'avancement des conditions de travail des femmes. En temps de crise, la situation est dure pour tout le monde, alors pourquoi le serait-elle encore plus pour les femmes? Mais, disent les femmes, l'équité en emploi ne veut rien dire si les femmes restent toujours les premières à être sorties du marché du travail dans les périodes difficiles.

Si, d'une part, on constate que dans les situations de crise il y a un terrain plus fertile à faire reculer les femmes, d'autre part on croit qu'il ne faut pas baisser pavillon et qu'il faut continuer à foncer. Les femmes n'ont pas les moyens de reculer, dit-on. Mais comme le souligne la présidente du comité de la condition féminine, Denise Boucher: «*On ne peut pas mettre toutes nos revendications sur le même pied. Il faudra faire des choix.*» L'équité salariale et les programmes d'accès à l'égalité seront certainement sur la ligne de feu. En attendant, le forum de discussion trouvera des suites concrètes à l'occasion d'un conseil confédéral à l'automne, où des pistes de travail seront formulées.



## CONSTRUCTION

### Les problèmes s'accumulent

Chaque jour, les effets dévastateurs prédits par les organisations syndicales lors de l'adoption, en décembre, de la loi 142 dans l'industrie de la construction, se vérifient.

C'est ainsi qu'à la CSN-Construction, on

a constaté une diminution de 30 à 50% des salaires versés aux travailleurs du secteur résidentiel, rappelle le président Olivier Lemieux. La loi 142 exclut du décret régissant les conditions salariales des ouvriers de

la construction ceux qui travaillent sur des immeubles comptant huit logements et moins.

Mais la mobilisation visant à dénoncer ce coup de force ne fait pas, au contraire.

C'est ainsi qu'à toutes les semaines, dans la région métropolitaine, des travailleurs affiliés à la CSN et à la FTQ manifestent leur opposition à cette loi en se rendant visiter différents députés et ministres libéraux.



Manifestation unitaire des travailleurs de la construction contre la loi 142, le 6 décembre à Québec.

### Reprise des négos chez Ogilvie

Les parties patronale et syndicale, à la minoterie Ogilvie de Montréal, se sont rencontrées le 14 avril. Durant le mois de mars, les travailleurs de la minoterie ont débrayé à six occasions, de 3 heures à 50 heu-

res. Depuis que la date de la reprise des négociations est connue, les syndiqués exercent une trêve. Les pourparlers se sont déroulés avec l'assistance d'un conciliateur du ministère fédéral du Travail. M.C.

### Charlevoix

Ailleurs aussi, au Québec, les travailleurs manifestent de plusieurs façons. Le 5 avril, une quarantaine d'ouvriers affiliés tant à la CSN qu'à la FTQ et à la CSD sont allés manifester devant le Manoir Richelieu, actuellement en réfection, pour dénoncer le fait que les travaux soient effectués par des travailleurs de l'extérieur de la région.

Alain Méthot, de la CSN-Construction, déclare que «ce chantier marche tout croche. Il y a des travailleurs au noir, d'autres qui sont de l'extérieur pendant que nos membres de Charlevoix sont au chômage».

Suite à une rencontre avec les représentants syndicaux, le nouveau président du Manoir Richelieu s'est engagé à inciter les sous-contractants à faire un effort en embauchant la main-d'oeuvre régionale.

M.C et M.R.

### Une première à Chibougamau

Réunis en assemblée générale, les membres du Syndicat des travailleuses et des travailleurs de la mine Meston (CSN), une entreprise située à Chibougamau, ont accepté les offres finales de l'employeur.

Sur une possibilité de 212 salariés, 174 étaient présents. C'est dans une proportion de 56,9% qu'ils ont accepté ces offres.

La convention collective, d'une durée de trois ans, prévoit des réductions de salaires de 5% la première année, de 8% la deuxième et de 8% la troisième. Par contre, on assiste à une première: les réductions de salaire seront annulées et il pourrait même y avoir des augmentations si le plancher du prix de l'or augmentait.

En contrepartie des concessions sur le plan salarial, le syndicat a

obtenu que deux représentants syndicaux puissent siéger au conseil de planification de l'entreprise. Ainsi, il pourra suivre l'évolution de la situation financière de la mine Meston qui connaît présentement des difficultés.

Le syndicat a également fait ajouter une clause très importante restreignant les contrats à forfait. Auparavant, l'employeur pouvait avoir recours à des sous-contractants en évoquant la rentabilité ou l'efficacité des travailleurs.

Dorénavant, il sera indiqué dans le contrat de travail que l'administration de la mine ne pourra faire affaire avec des sous-contractants que dans le cas où aucun travailleur ne possède la compétence pour faire un travail donné.

J.P.

## JOURNAL DE MONTRÉAL

### Le respect des sources

Deux journalistes à l'emploi du *Journal de Montréal* et membres du Syndicat des travailleurs de l'information affilié à la FNC-CSN, Michel Marsolais et Serge Labrosse, se sont vu demander de témoigner dans deux causes différentes et de livrer leurs sources d'information.

La Fédération nationale des communications, comme la Fédération professionnelle des journalistes, se sont insurgées contre ces démarches. La présidente de la FNC, Chantal Larouche, a tenu à rappeler que ce n'est pas pour se placer au-dessus des lois que les journalistes s'engagent à ne pas dévoiler l'identité de leurs sources d'information, mais plutôt pour être en mesure de mieux informer le public.

La FNC, qui compte environ 1500 journalistes dans ses rangs, a aussi pressé le ministre responsable de la Sécurité publique, M. Robert Middlemiss, d'intervenir auprès des autorités responsables afin de préserver le droit du public à l'information.

M.R.



## ALPHABÉTISATION

# Des subventions! Des subventions!

Les groupes populaires en alphabétisation ont envoyé, au début d'avril, des boîtes de céréales «Alpha-Bits» au ministre de l'Éducation, Jacques Chagnon, pour lui demander d'augmenter leurs subventions.

Encore cette année, les crédits budgétaires ne prévoient que \$ 2.2 millions pour les 90 groupes populaires en alphabétisation, en moyenne \$30,000 par groupe. «C'est nettement insuffisant», explique Martin-Pierre Nombré, du Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec.

Ces groupes populaires craignent que le gouvernement les délaisse de plus en plus au profit des commissions scolaires. Déjà, ces dernières reçoivent \$60.00 par personne

inscrite à un de leurs cours en alphabétisation, comparative-ment à un dollar pour les groupes d'éducation populaire. C'est ce qu'indique M. Nombré, qui précise qu'en dépit des maigres ressources financières, seulement 10% de leur clientèle abandonne en cours de route leur formation, alors que dans les commissions scolaires, c'est une personne sur deux.

«Le ministre Chagnon reconnaît que nous sommes une alternative au réseau scolaire, mais il refuse de s'engager à augmenter nos subventions», ajoute M. Nombré. En fait, depuis 1984, le gouvernement du Québec n'a pas augmenté le budget alloué à l'éducation populaire. Au contraire, en 1991, les subventions ont été

réduites de 4%. Pourtant, selon Statistique Canada, le Québec est la province qui a le plus haut taux d'analphabétisme après Terre-Neuve. M.K.



Faute d'argent, le Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec a suspendu pour une période indéterminée la publication de sa revue. *Le Monde alphabétique* rendait compte des expériences inédites d'enseignement dans les groupes populaires.

## L'ENJEU: L'UTILISATION DES SURPLUS

### DES CAISSES DE RETRAITE

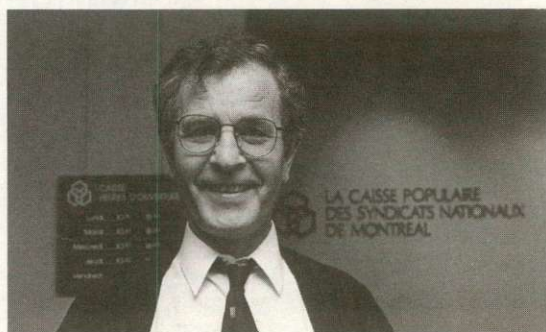
# Simonds, de préférence

La Cour d'appel du Québec a entendu, «de préférence», le lundi 11 avril, la cause de 103 travailleurs CSN qui réclament toujours que leur ancien employeur, la compagnie Simonds de Granby, fermée depuis novembre 1988, leur verse leur part respective des surplus actuariels accumulés dans leur régime complémentaire de retraite. C'est la situation financière incertaine de ces employés de Simonds qui a incité leur procureur, Me Gaston Gamache, à déposer une requête en audition préférentielle à la Cour d'appel, le 10 septembre. Parmi les demandeurs, on compte des salariés à faible revenu, ainsi que des

prestataires d'aide sociale et d'assurance-chômage. Habituellement, il faut attendre quelque 48 mois avant qu'une telle cause soit entendue.

Le 9 janvier 1992, les procureurs de la compagnie Simonds avaient interjeté appel d'une décision rendue un mois plus tôt par la Cour supérieure et donnant raison aux prétentions des syndiqués sur l'utilisation des surplus des caisses de retraite. Le jugement stipulait «que les surplus ainsi accumulés sont la propriété exclusive des demandeurs (les travailleurs) et de toute autre personne pouvant y avoir droit...». Conséquemment, il établissait que l'entreprise et les employeurs précédents «n'avaient aucun droit sur ladite somme de \$4,946,084, dont ils s'étaient approprié illégalement...» Autrement dit, ce montant revenait aux employés. C'est cela que contestent les représentants de Simonds. M.C.

## La caisse CSN à la recherche d'un gérant



Pierre Marin, gérant de la Caisse d'économie CSN de Montréal depuis douze ans, nous quitte pour un nouveau défi: la mise sur pied d'une Caisse d'économie de la Culture, laquelle offrira ses services aux artistes de divers milieux.

La Caisse d'économie des syndicats nationaux de Montréal, qui possède un actif moyen de \$48 millions et qui dessert environ 3,800 membres, est donc à la recherche d'un remplaçant au poste de gérant. Ce poste est affiché à travers toute la Fédération des caisses Desjardins; la direction de la caisse CSN encourage fortement les membres de la centrale qui travaillent dans ce domaine et qui possèdent les qualifications requises à poser leur candidature. Faites vite: votre curriculum vitae doit lui parvenir avant le 25 avril au 1601 rue de Lorimier, Montréal, Qc H2K 4M5. Renseignements: Claudette Barabé, (514) 598-2122. J.-P. P.

## ROTO-SNA de CSD à CSN

C'est par voie de référendum que les 47 employés de la compagnie ROTO-SNA, de Thetford-Mines, ont décidé majoritairement, à la fin mars, d'abandonner la CSD et de signer une entente de services avec la CSN. Les syndiqués font l'assemblage des disques de freins pour automobiles. L'entreprise est installée dans la région de l'amiante depuis six ans. Son siège social est à Chicago, Illinois. M.C.



PHOTO: PAUL LOWE / Network

## Cent mille chandelles à Sarajevo

### Pour apporter un peu d'espoir

Les populations de Sarajevo, de Mostar et d'autres villes et enclaves de Bosnie se retrouvent de nouveau en plein hiver alors que les éléments fondamentaux à la survie humaine, comme la lumière et l'espoir, leur font cruellement défaut.

Nous envoyons à Sarajevo 100 000 chandelles d'Amnistie qui seront distribuées par l'Unicef à toutes les factions du conflit, afin de démontrer de façon claire et pratique que nous apportons notre soutien à toutes les victimes de cette longue agonie.

1\$ suffit à couvrir les coûts d'envoi d'une chandelle. Si chaque donateur ajoute 1\$ à sa contribution, nous pourrions envoyer des milliers de chandelles à Sarajevo, et ainsi amener un peu de lumière et d'espoir aux foyers éprouvés de Bosnie.

L'Union européenne et les Nations Unies n'arrivent pas à mettre fin à ce calvaire. C'est pourquoi nous, simples citoyens, devons prouver aux habitants assiégés de Sarajevo que nous ne les avons pas oubliés.

<b>J'APPUIE AMNISTIE INTERNATIONALE</b>		<b>AMNISTIE INTERNATIONALE</b>		
<input type="checkbox"/> 15\$	<input type="checkbox"/> 30\$	<input type="checkbox"/> 50\$	<input type="checkbox"/> 100\$	<input type="checkbox"/> AUTRE
■ J'AJOUTE 1\$ POUR LES 100 000 CHANDELLES DE SARAJEVO				
NOM _____		ADRESSE _____		
<input type="checkbox"/> Chèque <input type="checkbox"/> Mandat-poste <input type="checkbox"/> Visa <input type="checkbox"/> Master Card		VILLE _____		
N de la carte _____		CODE POSTAL _____		
Date d'exp. _____		Tél: (____) _____		
Signature _____				
N.B.: Un reçu pour fins d'impôt est émis automatiquement pour tous les dons de 10\$ ou plus.				
Numéro d'enregistrement: 0562454-59-08				



## Les infirmières de Ste-Justine restent CSN

Les infirmières de Sainte-Justine ont mis un terme à un débat sur la désaffiliation en faisant le choix de demeurer à la FAS-CSN. À l'issue d'un référendum de deux jours, les 6 et 7 avril, les infirmières se sont prononcées à 261 pour le maintien de l'affiliation, et à 251 contre. La proposition de désaffiliation visait à faire du syndicat des infirmières de Sainte-Justine un syndicat indépendant. Pour les militantes CSN, le résultat est d'autant plus appréciable que l'option de la désaffiliation était appuyée par l'exécutif du syndicat et le conseil syndical. De plus, les statuts et règlements avaient été amendés dans le but de favoriser l'option de la désaffiliation. Certaines représentantes des infirmières avaient fait de l'option du syndicalisme indépendant une condition pour continuer d'occuper un poste d'officière syndicale. M.L.

## DÉCISION MAJEURE DE LA CALP Faites de l'air!

Le syndicat des professeurs du cégep de Lévis-Lauzon a remporté une victoire importante pour améliorer la qualité de l'air dans les classes.

En effet, la Commission d'appel en matière de lésions professionnelles a rendu une décision majeure en faveur de ce syndicat. Celui-ci demandait que la norme minimale du règlement sur la qualité de l'air en milieu de travail qui s'applique aux édifices à bureau soit également celle qui s'applique, à fortiori, à une salle de classe.

Le règlement oblige les établissements d'enseignement à assurer qu'un minimum de changement d'air à l'heure. Le syndicat, qui contestait cette norme, a démontré avec succès que ce minimum était nettement insuffisant pour une salle de classe d'une quarantaine de personnes. Il a donc obtenu qu'une circulation minimale de 2,4

litres d'apport d'air frais, par personne par seconde, soit assurée dans les classes, soit la norme minimale prévue pour les édifices à bureaux.

Le cégep a décidé de se conformer à cette décision et investira les sommes nécessaires pour accroître la circulation d'air frais. Il s'agit d'un premier pas dans la bonne direction, mais bien du travail reste encore à faire.

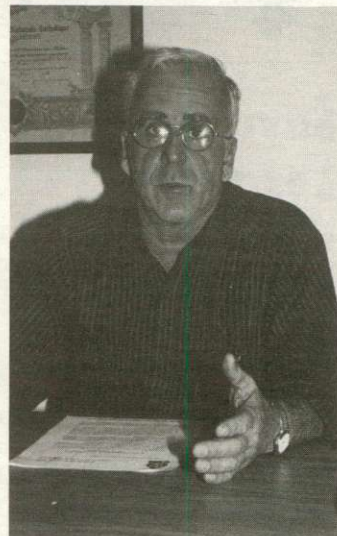
La norme minimale de 2,4 litres d'apport d'air frais, par personne par seconde, est bien en deçà des 8 à 10 litres qui s'imposent de plus en plus, à l'échelle internationale, comme le minimum requis pour assurer une ventilation adéquate dans un édifice à bureaux. La crise du pétrole de 1973 avait amené les gouvernements à réviser à la baisse les normes de ventilation par mesure d'économie d'énergie, sans toutefois tenir compte de l'impact sur la santé. M.K.

## SORELTEX

## Une proposition de relance acceptée

À la suite de la toute récente faillite de Soreltext, les syndiqué-es ont accepté une proposition qui permettrait à une autre compagnie, Peerless, d'opérer et de relancer, dans un avenir rapproché, l'usine de fabrication de tapis. Réunis en assemblée générale, les employé-es de l'usine soreloise se sont en effet prononcés dans une proportion de 62.5% en faveur d'une convention collective qui comporte, pour l'essentiel, la reconnaissance du syndicat, le maintien des clauses normatives déjà en vigueur, une réduction salariale de \$1.50 l'heure et une diminution substantielle des contributions de l'employeur au régime d'assurance collective. Ainsi, le salaire horaire passerait de \$14 à \$12.50. De son côté, la compagnie s'est engagée à respecter la liste d'ancienneté des salarié-es ayant les qualifications pour

travailler à la filature, au moment du rappel au travail. L'assemblée générale a aussi demandé à Peerless de prévoir, à l'intérieur des six premiers mois d'opération, un plan afin de rappeler au travail, toujours selon la liste d'ancienneté, les employé-es non qualifiés dans le but justement de leur permettre d'acquérir des compétences pour obtenir les qualifications souhaitées. Pour le président du syndicat, Yvon Laviolette, «la proposition adoptée par l'assemblée générale fournit une base sur laquelle il faut miser pour maintenir les emplois, malgré les inconvénients compris dans la prochaine convention.» Ce n'est pas la première fois que ces syndiqué-es font leur part pour sauver leur entreprise. En 1990, ils



Yvon Laviolette

avaient dit oui à un contrat de travail de longue durée qui comprenait aussi des concessions importantes, dont une baisse de salaire de 11%. Au moment de mettre sous presse, les activités de Soreltext étaient toujours interrompues. C'est après l'assemblée des créanciers qu'on saura vraiment si Peerless absorbe ou non son ancienne concurrente.

M.C.

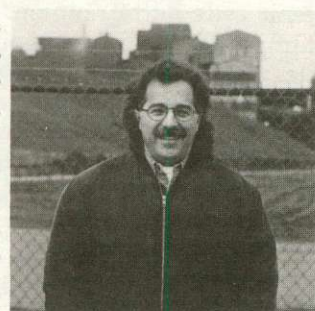
## FER ET TITANE

## Formation et réorganisation du travail

«Nous pensons qu'avec l'arrivée d'un consultant indépendant, nous devrions atteindre les buts que nous visons par le biais de l'organisation du travail, soit un plancher d'emploi et l'élimination, ou à tout le moins une réduction importante des sous-traitants.»

Le président du Syndicat de QIT-Fer et Titane, à Tracy, Pierre Jutras, était visiblement satisfait de l'assemblée générale du 30 mars, qui a donné le feu vert à l'embauche d'un consultant indépendant en relations de travail. Celui-ci devra assister le comité exécutif du syndicat et

la direction de la compagnie dans l'introduction d'une nouvelle organisation du travail à la fonderie. Sujet de l'heure, la prise en main de l'organisation du travail par les syndiqué-es avait connu des ratés, à QIT-Fer et Titane. Au cours des derniers mois, le syndicat s'était retiré des comités de suivi dans ce domaine, attendant que ses membres reçoivent une formation adéquate et qu'on règle différents problèmes quotidiens. Pour appuyer le syndicat dans sa démarche et en pré-



Pierre Jutras

vision de la prochaine ronde de négociation, 90 militant-es ont ainsi été formés. Le syndicat regroupe quelque 1,000 employé-es de bureau et d'usine. Leur convention collective vient à échéance en mai 1995.

M.C.





## LE FRANÇAIS AU TRAVAIL ÇA S'IMPOSE

### Savoir peser ses mots...

En avez-vous ras le bol d'être dérangés par des gens qui peuvent vous rejoindre en tout temps grâce à votre *pagette*? Vous êtes nombreux à vouloir parfois le lancer par la fenêtre. Mais ni «pagette», ni «bellboy» ne sont français. Selon l'Office de la langue française, il faut dire: **récepteur de recherche de personnes** ou **récepteur** pour désigner cet appareil destiné à donner un signal à la personne qu'on désire joindre. «Bellboy» est la marque de commerce du service de recherche de personnes de Bell Canada. J'imagine l'autre s'exclamer: «Maudit récepteur de recherche de personnes!»...

\*\*\*

Vous voulez assembler et agraffer un ensemble de feuilles et vous ne trouvez plus la *brocheuse*? De fait, vous cherchez l'*agrafeuse*. On appelle «brocheuse» la machine qui sert à brocher un livre.

\*\*\*

Mon Dieu que vous êtes affairés! Vous devez maintenant faire un chèque et vous avez oublié votre *blanc de chèque*? Cette expression n'existe pas en français. L'expression adéquate est: **formule de chèque**. Quant au «chèque en blanc», il s'agit d'un chèque où seule la signature figure.

\*\*\*

Un être cher est mort et vous avez présenté vos *sympathies* à la famille. Dans ce contexte, le mot **condoléances** est plus juste. En effet, il désigne le témoignage de regret et de sympathie que l'on transmet à l'occasion d'un deuil.

\*\*\*

À toutes fins utiles, ce ne sera plus nécessaire de tenir cette autre réunion. Fiou...Si vous avez l'impression parfois qu'on tient abusivement des réunions, l'expression «à toutes fins utiles» est tout autant utilisée de façon abusive au sens de «pratiquement», «en réalité», «en fait». Remplacez-la par: **le cas échéant**.

\*\*\*

Dans les endroits publics, buvez-vous à une *fontaine* ou à un *abreuvoir*? À votre place, jamais plus je n'utiliserais le mot «abreuvoir» pour décrire le distributeur d'eau potable car il désigne le lieu ou les installations où boivent les animaux...Il s'agit donc d'une **fontaine**.

\*\*\*

Qu'est-ce qu'un *tatami*? Un individu parfois lent d'esprit? Une nouvelle façon de dire au revoir à un ami? Il s'agit d'un **tapis de paille de riz** servant, en particulier, à la pratique des arts martiaux. Au pluriel, on écrit «des tatamis» et non pas «des tas t'amis».

Jacinthe Pilon



### Prix Mérite au syndicat du Reine Elizabeth

Le syndicat des travailleurs et travailleuses de l'Hôtel Reine Elizabeth reçu un Prix Mérite du français 1994 de l'Office de la langue française lors d'une cérémonie organisée dans le cadre de la Semaine du français au travail.

Gérald Larose a présenté le trophée au président du syndicat, Antonio Vitale. Le syndicat s'est retrouvé sur la liste des lauréats pour avoir mis sur pied, l'an dernier, un cours de français, d'une durée 15 semaines, pour les personnes de diverses origines qui travaillent dans cet établissement. L'expérience a été répétée cette année. Une trentaine d'allophones se sont inscrits à cette deuxième série de cours.

J.P.

### CERTIFICAT ISO 9002 À CELANESE DE DRUMMONDVILLE

#### «C'est bon pour l'emploi»

«Dans le contexte actuel, recevoir un tel certificat assure une certaine sécurité d'emploi car ça pourrait nous permettre d'accéder au marché européen.» Le président du syndicat de Celanese, à Drummondville, Yannick Joyal, a accueilli avec enthousiasme le certificat ISO 9002 décerné à l'entreprise de textile, le 16 mars, par le Quality Management Institute (QMI). Ce type de certificat atteste que le produit fabriqué par une entreprise répond à des normes de qualité internationales reconnues. C'est là une arme à utiliser dans la conquête des marchés. Selon les informations qu'on nous a fournies, un peu moins d'une centaine d'entreprises québécoises ont décroché la cote ISO 9002.

Quelque 400 syndiqués travaillent, chez Celanese, à la pro-

duction de différents fils.

M.C.

### Semaine du tourisme

Depuis l'an dernier, la CSN s'associe à la Semaine nationale du tourisme, qui se déroulera cette année du 2 au 6 mai, avec comme point culminant la remise des Grands Prix du tourisme québécois.

La promotion du tourisme québécois a évidemment des incidences directes sur des milliers d'emplois, notamment dans le secteur de l'hôtellerie et de la restauration où la CSN compte à elle seule plus de 10,000 membres.

Les syndicats qui désireraient participer à cet événement annuel peuvent le faire de nombreuses façons: conférenciers invités, concours de photo ou autres, avec séjour dans un établissement touristique du Québec comme prix, etc. Renseignements: (514) 873-7977.

La grande exposition a lieu au Complexe Desjardins de Montréal, du 2 au 6 mai.

J.-P. P.



DU 2 AU 6 MAI 1994



## Vivre et vivres

Les signaux d'alarme ne manquent pas. La FAO (Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation) rappelle que 30 des 45 pays où la quantité de vivres disponible inspire de l'inquiétude se situent au sud du Sahara. Les trois quarts des 93 pays étudiés par le Comité de sécurité alimentaire (FAO) ont produit moins de vivres en 1993 qu'en 1992.

En mars, un autre rameau de l'ONU, le Programme alimentaire mondial (PAM), a fait savoir que les besoins sont «loin d'être couverts» pour les 35 millions d'humains tributaires de ses programmes dans 46 pays, tout particulièrement en Afrique. À Lima, entre temps, les ministres de pays membres de l'Organisation latino-américaine de développe-

ment de la pêche avouaient être en quête d'une «sécurité alimentaire» pour leurs populations. Un ministre s'est indigné du fait que 95 % du poisson pêché annuellement soit destiné à des fabriques d'aliments pour animaux alors que des millions d'enfants meurent des effets de la dénutrition.

En Hollande, le mois dernier, 66 pays discutaient du problème de l'eau potable dans le monde. Chaque jour, 6,000 décès d'enfants sur les 35,000 enregistrés dans le monde sont dus, y a-t-on répété, à l'eau insalubre ou au manque d'approvisionnement en eau potable. «Le problème est plus évident en Afrique».

Il existe une «Afrique entravée» où, d'après *Le Monde* du 23 mars 1994, «les réformes économiques se heurtent à la corruption



et à la faillite des États». Langage que l'on classe dans la lignée de l'«afro-pessimisme». Est-il vrai que la situation soit aussi désespérée dans les pays subsahariens où un dossier de *The Atlantic Monthly* identifie maints exemples d'affaiblissement de gouvernements centraux, de pandémies incontrôlables et de constante situation de conflits?

Sierra Leone, Libéria, Angola, Mozambique. Il n'y a pas à pavoiser pour ce que l'on y constate. Le dernier rapport de la Banque Mondiale persiste dans son courant d'optimisme qui peut sembler saugrenu. Les «ajustements structurels» fonctionnent en Afrique, affirmait, le 17 mars, le vice-président de la BM aux Affaires africaines, Edward Jaycox! Il y a une condition... si l'on y met le temps! L'urgence de nourrir tant d'Africains ne semble pas autoriser cet espoir. L'on comprend que les critiques aient fusé contre une Banque Mondiale déconnectée, semble-t-il, des préoccupations de ceux et celles qui oeu-

vrent au niveau des cases, sur le terrain.

On sait le schéma qu'empruntent les prêteurs internationaux lorsqu'ils s'agit de faire approuver les programmes économiques liés aux ententes avec le Fonds Monétaire International. Le Gabon promet de radier 8,000 postes de la fonction publique, l'Algérie a déjà décrété des hausses de prix qui vont parfois à 100% et la Côte d'Ivoire montre patte blanche dans la privatisation de sa flotte.

On vise, dit-on, un développement «responsable» en vue du progrès. Mais si les vivres viennent à manquer, qui osera vraiment dire qu'il y a progrès? Sans doute les courtiers qui s'enrichissent en faisant commerce d'arachides, de blé, de riz, de bananes, de sucre et de café ou d'autres produits devenus inaccessibles aux paysans qui les produisent. Imaginons le maïs américain entrant au Chiapas, parce qu'il coûte moins cher de l'importer des États-Unis! À ce prix-là, c'est non!

Clément Trudel

## Madrid et les socialistes

À la recherche d'une «nouvelle impulsion», les socialistes d'Espagne ont tenu en mars leur 33<sup>e</sup> congrès sous la présidence de Felipe Gonzalez. Onze ans de pouvoir, ça use, à n'en pas douter. Voilà que le PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol) sent une énorme tension en raison de guerres de clans. L'éternel numéro deux du parti, Alfonso Guerra, regimbe parce qu'il sent faiblir l'«idéologie» dans son parti. Le pouvoir doit s'en remettre aux élus autonomistes catalans pour ne pas faire chavirer un gouvernement qui entend contrôler le déficit et contrer les «abus» reliés au bien-être social.

Il est difficile de voir si ce congrès a vraiment redonné l'«espoir au peuple», mais l'on a vu à Madrid des manifestants en colère en raison de coupures d'emplois à une usine de Suzuki. Gonzalez ne peut que se morfondre devant le gâchis qu'entraîne parfois la «compétitivité» et même s'il n'a que 52 ans, beaucoup de «rénovateurs» aspirent à lui couper son poste! C.T.

## Tijuana blues

Chaque candidat assassiné est à inscrire au passif de la démocratie. Luis Donaldo Colosio, aspirant à la présidence du Mexique, porte-étendard d'un parti-État, n'était peut-être pas le plus sympathique des politiciens, mais à titre de responsable du programme de lutte à la pauvreté (Pronasol), il en était venu à incarner une frange d'espoir de renouvellement pour son parti, le PRI, enchaîné sur son trône depuis 65 ans! Les balles qui ont atteint Colosio à Tijuana le 23 mars et celles qui ont fauché au moins 300 militants de l'opposition mexicaine depuis 1988, parlent un langage difficile à comprendre. Ces morts souillent les mains de leurs auteurs... et de leurs commanditaires. Bloquer la voie du changement par les votes, c'est préparer ou consolider un régime d'intolérance, une stabilité fondée sur la crainte et la terreur. Le PRI (Parti révolutionnaire institutionnel) a pourtant été longtemps sourd à cette logique, malgré les discours «politiquement corrects» d'élus comme Carlos Salinas de Gortari. C.T.



## Santerre

Digne d'estime et intéressant, le matériel de folk-rock québécois que nous propose le groupe Santerre. Actif depuis 1989, et formé d'Alexis Loranger (guitares, ocarina et voix), d'Étienne Loranger (accordéon, piano et synthétiseur) et Nicolas Grégoire (batterie et percussions), ce trio offre des pièces originales, ainsi qu'un répertoire composé d'interprétations de chansons françaises et québécoises (Hugues Aufray, Beau Domage, Robert Charlebois, Garolou, Harmonium, Les Karrick, Plume Latraverse, Gilbert Langevin, Raymond Lévesque, Félix



(Photo: Évelyne Dufault)

Depuis 1989, c'est du folk-rock québécois digne de mention que le groupe Santerre offre au public. Dans l'ordre habituel, Étienne Loranger, Alexis Loranger et Nicolas Grégoire.

## MUSIQUE



## Nanette Workman

C'est du gros rock dur et pesant, qui fait écho au groupe Corbeau du tout début, que nous sert Nanette Workman sur *Rock & Romance*. Enregistré au Théâtre Rex de Sainte-Anne-de-Bellevue, l'album comprend une seule pièce inédite, *Pretty Boy*, ainsi que neuf succès de la chanteuse née dans l'État de New York: *Danser, danser, J'ai le goût de baiser, Lady Marmelade, Ce soir on m'invite, Call Girl* (de Luc Plamondon et Germain Gauthier), etc. Les solos de guitare de son frère, Billy Workman, et des textes sans détour sur l'amour et le sexe, constituent la substance de *Rock & Romance*. Si j'ai particulièrement apprécié *Pretty Boy, Compte sur moi* et *Shame On You*, je dois vous confier que je suis resté sur ma faim. Nanette Workman a peut-être réalisé enfin un album à

son goût, sans aucune contrainte des producteurs, mais je m'attendais à beaucoup plus. Pas à un retour à l'époque disco. J'ai toujours cru qu'elle possédait un plus grand talent que ce à quoi on nous avait habitués. J'aurais souhaité quelque chose avec plus d'émotions et, n'ayons pas peur des mots, de blues! J'imagine que le nouveau matériel de Nanette Workman se consomme beaucoup mieux en spectacle. C'est ce que nous saurons les 11, 13 et 14 mai, alors qu'elle prendra d'assaut la scène du Club Soda de Montréal.



Nanette Workman:  
*Rock & Romance* - Disques  
Double DOCD-30027.

Michel Crête

## Pour rire québécois

Louis 19.

Un film de Michel Poulette. Avec Martin Drainville, Dominique Michel, Agathe de Lafontaine et Benoît Brière.

Le personnage de Louis représente le Québécois moyen dans tout ce qu'il a de plus ordinaire. C'est un jeune célibataire timide qui travaille près de chez lui comme vendeur; il va souper chez sa mère de temps en temps; il n'a pas d'auto, pas de blonde, peu d'amis. Il n'a qu'un vice, à l'épreuve du sida et qui devient de plus en plus populaire: le ZAPPING.

C'est la télé, le centre de son univers, qui viendra bouleverser son existence pépère: il a gagné un concours qui en fait une vedette médiatisée et il sera en direct au canal 19, 24 heures par jour, pendant trois mois. Ce renversement de la lorgnette rendra sa vie encore plus plate, puisqu'elle sera privée de télé. Sa mère, son patron et ses amis changeront plus vite que lui et apprendront rapidement à profiter de la situation. Alors que lui se rendra compte qu'il n'y a pas que des avantages à être «LA star en ville».



tout le film, ni par sa mère (Dominique), qui parle toujours à sa place. Reste Agathe de Lafontaine (eh oui! coproduction oblige...) sa nouvelle blonde française qui arrivera à le faire s'exprimer comme jamais il ne l'avait fait.

Le sujet est en or et d'actualité, en cette période où le «direct» redevient à la mode dans nos stations de télé et où les téléromans sont devenus trop didactiques. Alors que les Américains axent leurs comédies de plus en plus sur les effets spéciaux, et les Français sur leurs «excès» de langage, le réalisateur Poulette nous démontre, en dosant l'humour de façon intelligente, qu'on peut rire en québécois au cinéma.

Michel Tremblay



CINÉMA



## Encore les maudits communisses

Le saviez-vous? Larose est communiste. Dans les années cinquante, l'accusation aurait suffi probablement à provoquer un déchirant débat dans ses troupes et, si fondée, à lui faire quitter son poste, sinon la province.

On ne riait pas avec ça, à l'époque de Maurice Duplessis et de l'Église triomphante. D'ailleurs, la CSN n'existait pas encore, du moins sous ce nom on ne peut plus laïque. Nous en étions encore à la Confédération des travailleurs catholiques du Canada, la CTCC. Ce qui n'empêchait pas, d'ailleurs, ses dirigeants de faire preuve de beaucoup de courage et d'être dénoncés plus souvent qu'à leur tour par le «cheuf» et ses scribes à gage.

Le Soleil du mercredi 30 mars m'a ramené brutalement à ces années dites de la grande noirceur — et pour moi ce n'est pas une figure de style, je les ai bien connues, ces maudites années.

C'était bien écrit, étalé sur trois colonnes: «Que faire? — Larose s'inspire de Lénine».

S'inspirer de Lénine, ce n'était pourtant pas prêcher la révolution, ressusciter à la limite le FLQ, voire tout simplement prêcher la grève générale comme les leaders syndicaux en 1972, ce qui n'est pas si loin.

C'était tout simplement, à la suite des évêques eux-mêmes, «dresser un sombre tableau de la situation économique et sociale dans laquelle 10 années de néo-libéralisme ont plongé le Québec». «Selon lui», ajoutait prudemment le journaliste de la Presse canadienne. Comme si pour tous les autres, c'était reluisant comme situation. Y compris pour les 250 membres présents de la Chambre de commerce du Montréal métro-

# FLASH

UNE RETRAITE BIEN MÉRITÉE POUR CLAUDE RYAN...



politain qui, notait la dépêche, l'ont d'ailleurs convenablement reçu.

Cet accueil «convenable» fut peut-être ce qui amena le président de la CSN, qui a un certain sens de l'humour, à ajouter «Que faire?», en paraphrasant Lénine. Et c'est tout, plus rien, aucune autre allusion au père du communisme.

Ces deux mots sont, il est vrai, on ne peut plus dangereux dans le contexte actuel. S'exclamer «Que faire?», c'est

déjà refuser l'immobilisme. À la limite, c'est la question que nous devrions tous nous poser en mettant un pied en bas du lit chaque matin.

«Que faire?», c'est probablement ce que se demande aussi, plusieurs fois par jour, Daniel Johnson «Junior». Le malheur, c'est qu'il a, semble-t-il, toujours la même réponse: rien.

C'est, bien sûr, une petite mesquinerie journalistique sans grande conséquence. Larose peut bien s'inspirer

de Lénine. Puisant à même la doctrine sociale de l'Église, l'épiscopat tient le même langage que lui.

Mais quelques semaines plus tôt, c'est le réseau TVA qui reprochait à Radio-Canada de répandre la subversion en diffusant l'émission «*Taquinons la planète*» qui, selon le plus puissant groupe de télévision au Québec, «*sape nos institutions*».

Dites-moi que je rêve.

Jacques Guay

## Sus au PC!

La Culture gnanngnan — L'invasion du politiquement correct, Robert Hughes, éditions Arléa, 255 p., \$29.95

La «rectitude politique», qu'elle bouillonne à gauche ou à droite, est une plaie sociale. Et le langage qu'elle inspire, qu'il émane des groupes populaires, des centrales syndicales, des organisations conservatrices, de l'armée, ou des institutions gouvernementales, est non seulement détestable, mais à la limite du mépris envers ceux et celles qu'il vise. Vous savez? c'est ce langage abscons, lourd, farci d'euphémismes, de circonlocutions et de faux-fuyants; ce langage infantilisant, crétinissant, qui rabote la désignation de toute réalité dérangeante jusqu'à ce qu'elle en devienne insipide et rabaissée au plus bas dénominateur commun, et qui bannit systématiquement du vocabulaire courant les mots qui ont le malheur de ne pas être neutres. Comme si on avait peur d'appeler un chat, un chat, de crainte d'avoir un jour à parler de sa chatte...

Et c'est ainsi, pour ne citer que quelques exemples parmi les plus ridicules, qu'un cadavre devient une «personne non vivante»; un

obèse, une «personne différemment proportionnée»; un invalide, une «personne physiquement déficiente»; les Blancs, des «non visibles» parce que ne faisant pas partie d'une minorité visible; échouer, «réussir en-dessous de ses possibilités»; un licenciement massif, une «restructuration industrielle»; écraser une région de bombes, «traiter une cible»; et les victimes de ce bombardement, des «dommages collatéraux».

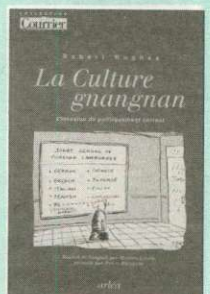
L'auteur, qui est chroniqueur artistique au magazine *Time*, trace un fort instructif historique de cette idéologie de la *political correctness*, née sur les campus universitaires américains, et dont la droite se régale aussi parce que «tout autant que la gauche universitaire, elle est usée par une idéologie défunte».

«Le véritable problème du politiquement correct n'est pas le post-marxisme mais le post-puritanisme», écrit-il.

Beaucoup, énormément beaucoup de matière à réflexion pour tous ceux et toutes celles qui écrivent, dans ce livre de Robert Hughes...

Jean-Pierre Paré

## LECTURE







# La chasse aux menteries

**J**e viens d'inventer un nouveau jeu. Je le pratique moi-même. Il est passionnant. Il consiste à collectionner les hypocrisies pré-électorales. On n'a pour cela qu'à lire attentivement les journaux et en allant un peu dans les coins. «*Sous le tapis les orientations controversées*», écrit le journaliste Michel Venne, parlant du camouflage d'urgence auquel recourt le gouvernement pour être un peu plus montrable le jour des élections. «*C'est la saison des reculades à Québec*», écrit M. Venne en sous-titre à son article intitulé «*Ces vestes qu'on retourne*». (Le Devoir, le 6 mars 1994)

Donc je me suis mis ces derniers temps à ce petit jeu, qu'on peut d'ailleurs jouer à plusieurs, en donnant un prix de temps à autre pour la meilleure collection, la plus nombreuse, la plus riche en comédies et simagrées.

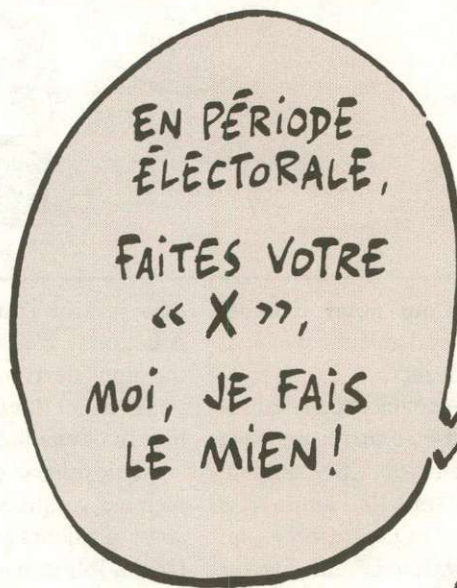
Le whip en chef du gouvernement, M. Yvon Vallières, un peu trop bavard, avoue indirectement l'opération cosmétique en ces termes: «*Il ne faut pas faire d'erreur parce qu'une erreur, sur une période de quatre à six mois, est plus apparente que sur un mandat de quatre à cinq ans*».

Des erreurs! On sait ce que cela veut dire: l'erreur, en période pré-électorale, consisterait précisément à dire la vérité... Dire les choses comme elles sont, dire ce qu'on fera réellement, c'est bon quand on a du temps devant soi! Après les élections, par conséquent... Comme disait Kim Campbell: il y a des problèmes trop sérieux pour qu'on en parle avant les élections!

J'ai un début de collection. Ce n'est déjà pas mal. Voici mes principales prises. Grâce en majeure partie à M. Venne, d'ailleurs. C'est assez rigolo. Nous sommes en ce moment le 26 mars. La partie ne fait que commencer. Je conseille à tout le monde de

s'y mettre. C'est le meilleur exercice qu'on puisse faire avant d'aller voter. C'est un devoir de citoyen, d'ailleurs le plus drôle. Vous allez

Eh bien voilà: le projet, comme par hasard, est «abandonné». Juste à



vous amuser!

Le jeu est d'ailleurs plus intéressant quand on est prévenu qu'on va se faire tromper. Alors tout saute aux yeux: la moindre déclaration, la moindre expression, rien ne vous échappe.

Mais considérez d'abord les grandes déclarations fracassantes, comme la promesse des 400,000 emplois. Vous savez d'avance à quoi vous en tenir: vous savez qu'il s'agit d'attraper les gogos. Alors vous vous souvenez que Bourassa en avait promis 100,000, promis, juré, craché, il y a plus de vingt ans, à la veille d'une élection, et qu'on les cherche encore... (Si ma mémoire est bonne, il y eut plutôt 100,000 pertes d'emplois.)

Prenez par exemple la question de la privatisation des parcs, une jolie combine celle-là. Eh bien! elle est reportée à plus tard... Un moratoire de six mois. Par conséquent, il n'en sera guère question pendant la campagne électorale...

Prenez encore le projet d'enseigner l'anglais par immersion dans les écoles, un sujet délicat s'il en fut!

temps. En tout cas, abandonné pour le moment... Encore un problème qu'on n'aura pas à discuter avant les élections!

Les services de santé devaient être réduits et l'on devait, de plus, imposer des tarifs. Pas populaire avant les élections... Donc, il n'en sera plus question (comprenez: pendant la campagne électorale!).

La lutte au déficit budgétaire? Bien non, bien non, voyons! La dernière trouvaille: un déficit de cinq milliards est maintenant considéré comme «tolérable». (Du moins jusqu'aux élections...)

C'est comme je vous disais!



## Les enfants de Mère Teresa

Il faut parfois, au Québec, une bonne dose d'humour, doublée d'une forte constitution, pour résister à la tentation de courir vers le premier pont venu, enjambrer le parapet et se jeter tout de go dans le vide.

Si le ridicule, ici, n'a jamais tué, ce n'est pourtant pas faute d'avoir essayé. À preuve, cette récente pétition, signée paraît-il par 20,000 personnes, visant à ramener M. Yves Séguin à la politique. Curieux, tout de même.

Cela ne faisait pas un quart d'heure qu'il n'était plus ministre du Revenu que M. Séguin avait enfin trouvé toutes les solutions qui lui échappaient quand il était ministre. À quoi en effet peut-il bien servir d'être ministre, se demande-t-on, si c'est quand on ne l'est plus qu'on décide de passer à l'action?

Le même sort attend Madame Violette Trépanier.

Madame la ministre responsable des garderies est appelée à mordre la poussière aux prochaines élections. C'est écrit dans le ciel électoral. Mais

parions qu'au lendemain de sa défaite, elle se fendra en déclarations prouvant sa maîtrise du dossier, reprochant à celle qui lui aura succédé de ne pas appliquer les solutions mises de l'avant par le Syndicat des garderies. Mais en attendant, comme tout le monde, elle doit endurer les discours simples de Daniel Johnson Junior, comme on dit au Saguenay. Car ce dernier, contrairement aux autres et pour notre malheur, ne semble pas manquer de pouvoir. «C'est un travail fascinant, à cause de l'ampleur des décisions qui touchent tout le monde», confiait-il récemment à *La Presse*. On s'en était rendu compte quand il était au Trésor et cela ne s'est pas amélioré depuis qu'il a été couronné par les bonzes du Parti libéral: il a trop de pouvoir pour le coeur qu'il a.

Lors d'une récente rencontre dont elles se souviendront longtemps, les représentantes des garderies se sont en quelque sorte fait dire par Johnson fils qu'elles devraient prendre pour modèle Mère

Teresa. Ce n'est pas une profession, éducatrice en garderies. «C'est une vocation», leur a dit le

Premier ministre; et à ce titre, elles doivent accepter d'être rémunérées sous forme d'indulgences plénières plutôt qu'en espèces sonnantes et trébuchantes, comme le commun des mortels.

Par contre, il y a plein d'endroits où, en vertu de la thèse Johnson, travailler

n'est pas une vocation. Dans les officines du pouvoir à Québec, par exemple, où il en a coûté \$4,600,000 en trois ans en allocations de départ pour des amis du régime.

Ou encore à l'Université de Montréal. Un recteur qui quitte part avec des prébendes de \$400,000. Un vice-recteur part avec \$250,000. Mais ils ne partent pas à pied. On leur laisse en plus la voiture de fonction, qui peut être une Chrysler ou une Buick. Cela s'appelle rouler carrosse, mais pas un carrosse de bébé...







# solidaires pour la relance sociale



1er mai 1994  
Fête internationale  
des travailleuses  
et des travailleurs

Manifestation  
syndicale,  
populaire et  
communautaire

**MONTREAL**  
Rassemblement  
à 12h30  
au Parc Lafontaine,  
coin Sherbrooke  
et Calixa-Lavallée  
Départ à 13h00

**QUÉBEC**  
Rassemblement  
à 12h00 au  
Musée du Québec,  
Plaines d'Abraham  
Départ à 13h00